

BACCALAURÉAT, LES IDÉES REÇUES ONT LA VIE DURE !

Traditionnel marronnier des médias en fin d'année scolaire, le baccalauréat va, sans nul doute, de nouveau faire la une des médias dans les prochaines semaines. Derrière certains sujets légers comme la quête du plus jeune et du plus vieux candidat, d'autres considérations plus lourdes d'enjeux vont vraisemblablement faire leur réapparition, d'autant plus que les annonces du nouveau Ministre de l'Éducation préparent le terrain à une réforme du bac. Mais certaines affirmations, frappées d'un apparent bon sens, ne sont pas anodines et cachent des projets de remise en cause profonde de la structuration des enseignements au lycée.



1- LE BAC COÛTE-T-IL TROP CHER ?

Le baccalauréat est régulièrement la cible de la Cour des Comptes qui l'épinglé pour son prétendu coût pharaonique. En 2013, le SNPDEN-UNSA, principal syndicat des chefs d'établissements, chiffre, à grand renfort de relais médiatique, à 1,5 milliards d'euros le coût du bac, n'hésitant pas à opérer quelques manipulations grossières pour atteindre ce chiffre symbolique (en comptant par exemple, les heures de cours non réalisées en juin, mais dans ce cas, supprimer le bac ne permet pas de récupérer 1 milliard, sauf à fermer les établissements et ne pas payer les personnels, personnels de direction y compris...). Des chiffrages plus honnêtes ramènent le coût du bac à 80 millions d'euros. Mais analyser le bac à travers son coût est problématique. **Il convient plutôt de rappeler son utilité : s'il n'est pas, à lui seul, un instrument magique de lutte contre les inégalités, sa dimension nationale garantit que les élèves ne subissent pas le poids de leur origine sociale et géographique dans leurs études supérieures.**

FAUX

2- AUJOURD'HUI, TOUT LE MONDE A LE BAC ?

À la session 2015, environ 78 % d'une génération obtient le baccalauréat, soit 13 points de plus qu'en 2010. Sur le long terme, de plus en plus d'élèves issus des catégories les moins favorisées obtiennent le bac, ce qui marque une avancée réelle dans la démocratisation de notre système éducatif. **Mais dans le détail, plusieurs chiffres attestent de la persistance de profondes inégalités sociales** : par exemple, neuf enfants d'enseignants sur dix sont bacheliers mais ce n'est le cas que de quatre enfants d'ouvriers non qualifiés sur dix...

FAUX



3- LE BAC FRANÇAIS EST UNE ANOMALIE EN EUROPE, EST-IL TROP COMPLEXE POUR ÉVALUER CORRECTEMENT LES ÉLÈVES ?

En 15 ans, une évolution notable s'est produite : alors que la plupart des pays de l'OCDE laissaient auparavant aux établissements la possibilité de délivrer un diplôme maison, fondé sur le contrôle continu, aujourd'hui le modèle

FAUX

du bac français est dominant. Par ailleurs, le CNETCO* a montré que c'est la forme des tests nationaux qui permet le mieux de faire progresser les élèves, tout en diminuant les inégalités puisqu'il y a obligation de suivre un même programme pour des exigences communes. La conclusion du CNETCO* est limpide : **« le bac français qui embrasse un champ très large de matières et propose aux élèves une multiplicité d'épreuves complexes correspond bien aux formes d'évaluations qui peuvent avoir un effet bénéfique sur les résultats des élèves ».**

Ces nombreuses remises en cause s'inscrivent dans des projets de restructuration complète de la scolarité au lycée, le plus cité étant le « lycée modulaire ».

4 - QU'EST-CE QUE LE LYCÉE MODULAIRE ?

Présenté en 2016 par Terra Nova, ce projet, qui est en réalité un retour de la réforme Darcos de 2008, appuyé sur les mandats de l'UNSA, passe complètement sous silence le sort des séries technologiques et professionnelles : révélateur du peu de considération qui leur est apporté par Terra Nova et ses satellites ! Le cycle terminal de la voie générale serait complètement réorganisé : il comporterait 4 semestres, avec des UE (unités d'enseignement) de 4h chacune, dans les disciplines suivantes (français, histoire-géographie, langues vivantes, EPS, philosophie, maths et sciences expérimentales). La validation des UE se ferait par contrôle en cours de formation, ainsi qu'avec deux épreuves finales en fin de semestre.

Cette organisation est problématique à plus d'un titre : **rupture dans la continuité des apprentissages, suppression des séries** qui pourrait conduire à une forme de « délit d'initié » à l'avantage des publics plus favorisés, ce projet renvoie aussi une grande partie de l'évaluation certificative au local, **aggravant ainsi nettement les inégalités existantes, au détriment des publics les plus défavorisés.** La réforme Chatel a déjà enfoncé un coin dans la dimension nationale du bac à travers la transformation des épreuves de langues en contrôle continu en cours de formation (CCF). Tous les collègues, de langues, mais aussi des autres disciplines ont pu constater les méfaits d'une telle transformation (charge de travail très importante pour les collègues, désorganisation locale, évaluation maison...). **Le SNES-FSU porte un projet à l'opposé de cette vision peu ambitieuse qui semble clairement tourner le dos à l'impératif de démocratisation du système éducatif.**

* CNETCO : Conseil National d'Évaluation du Système Scolaire